

Cinquième Assemblée
Bangkok, 15-19 septembre 2003
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

**COMITÉ PERMANENT SUR LE DÉMINAGE, L'INCULCATION DES
COMPORTEMENTS À AVOIR FACE AUX RISQUES PRÉSENTÉS
PAR LES MINES ET LES TECHNIQUES DE L'ACTION ANTIMINES**

Rapport final*
2002-2003

I. Introduction

1. Le Comité permanent sur le déminage, l'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines et les techniques de l'action antimines, établi conformément aux décisions et recommandations issues des assemblées des États parties, s'est réuni à Genève le 5 février et le 14 mai 2003. Ces réunions ont été organisées par les Coprésidents du Comité, l'Ambassadeur Jean Lint, de la Belgique et M. Michael Oyugi, du Kenya, avec l'appui de leurs Corapporteurs, l'Ambassadeur Sam Sotha, du Cambodge, et l'Ambassadrice Kuniko Inoguchi, du Japon.

2. Ont participé aux travaux du Comité permanent les représentants de plus de 90 États parties, de 30 États non parties, de l'ONU, de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de nombreuses autres organisations internationales et non gouvernementales. Les réunions ont eu lieu à Genève et ont bénéficié du soutien du Centre international de déminage humanitaire de Genève. Des services d'interprétation ont été assurés grâce à l'appui de la Commission européenne.

3. Le Comité permanent a centré son attention sur la mise en application des éléments pertinents de la Convention, a entendu un exposé nourri concernant un pays, a été mis au courant de ce qui se passait dans différents domaines et tenu au fait, par des États parties que touchent les effets des mines et par des donateurs, de la situation et des besoins des uns et des autres.

* Le présent rapport a été présenté par les Coprésidents du Comité permanent, la Belgique et le Kenya, qui donnent un résumé de l'ensemble des travaux effectués par le Comité permanent pendant l'intersession 2002-2003. Il ne s'agit pas d'un document négocié et les Coprésidents en assument la responsabilité.

II. Vue d'ensemble de la mise en œuvre de la Convention

4. Les Coprésidents ont indiqué que 37 États parties avaient fait état de zones minées et que huit autres qui n'avaient pas encore soumis leur rapport requis au titre de l'article 7 ou qui n'étaient pas encore tenus de le faire subissaient vraisemblablement les effets de la présence de zones minées. Il a été souligné que le Costa Rica était devenu le premier État partie concerné par le problème des mines à indiquer qu'il avait achevé de s'acquitter des obligations qui lui incombaient au titre de l'article 5. Le Honduras et le Guatemala étaient sur la bonne voie pour faire de même avant la Conférence d'examen et le Nicaragua ferait de même peu après.

5. Afin de mesurer effectivement les progrès réalisés et d'évaluer les problèmes collectifs qui restaient à régler en ce qui concerne l'action antimines, les Coprésidents ont encouragé les États parties concernés à présenter leur situation et besoins spécifiques selon la formule des «4 P» en traitant si possible des problèmes, des plans, des progrès et des priorités (voir l'annexe I du présent rapport). Pour faciliter l'évaluation de la mise en œuvre de l'article 5, les Coprésidents ont présenté à la deuxième réunion du Comité permanent une compilation détaillée des informations que les États parties avaient déjà fournies conformément à cette formule.

6. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a aussi présenté au Comité permanent des vues d'ensemble détaillées sur la mise en œuvre des mesures antimines. À cette occasion, la Campagne a demandé aux États de présenter des rapports plus détaillés et plus pertinents et d'utiliser pour ce faire des méthodes plus uniformes et plus transparentes.

7. Lors de l'examen des besoins recensés par la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, il a été indiqué que l'uniformité dans la présentation des rapports des centres d'action antimines appuyés par l'ONU serait une caractéristique du Système de gestion de l'information pour l'action antimines. On a fait observer que ceci pourrait faciliter la présentation de rapports au titre de l'article 7 et se traduire par une amélioration du rapport coût-efficacité, en partie grâce à l'analyse des coûts-avantages.

III. Plans de mise en œuvre et progrès enregistrés

8. Les Coprésidents ont donné aux États parties touchés la possibilité de faire le point sur leurs plans de mise en œuvre et les progrès qu'ils avaient enregistrés. Vingt-quatre États parties ont profité de l'occasion qui leur était ainsi donnée de communiquer des informations: Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chypre, Croatie, Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Honduras, Jordanie, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Niger, Pérou, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie et Zambie. En outre, El Salvador a souligné qu'il avait achevé ses opérations de déminage avant l'établissement de la Convention.

9. De nombreux États parties ont indiqué que les problèmes qu'ils rencontraient concernaient notamment le manque d'équipements modernes, de données et de moyens financiers. Des progrès ont été signalés en ce qui concerne la programmation touchant l'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines, la création de centres d'action antimines, les enquêtes achevées et les plans d'action pour le déminage. La plupart des États parties ont dit que l'assistance et la coordination étaient essentielles pour respecter les délais fixés dans l'article 5 de la Convention.

10. Quatre (4) États non parties, l'Éthiopie, la Libye, Sri Lanka et la Turquie, ont fait le point sur leur situation en ce qui concerne l'action antimines ou leur adhésion à la Convention. La Turquie a indiqué qu'elle déposerait son instrument d'adhésion en même temps que la Grèce, en 2003. Des informations actualisées sur l'Iraq ont été fournies par le Service d'action antimines de l'ONU.

11. Pour veiller à ce que les pays touchés puissent mettre en commun les enseignements tirés de leurs expériences, le Comité permanent a examiné une étude détaillée concernant le Cambodge. Il a été indiqué que l'Autorité cambodgienne de l'action antimines avait été créée en 2002 pour répondre à la nécessité de disposer d'un organisme national de réglementation. Depuis cette date, l'Autorité a établi une base de données, des normes pour l'action antimines et un plan stratégique; elle a organisé des ateliers nationaux, effectué des visites sur le terrain, mis au point une planification et intégré l'action antimines dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. On a en outre fait observer qu'une Stratégie nationale pour l'action antimines, comprenant une Stratégie à long terme et un Plan d'action quinquennal antimines (2003-2007), devait être approuvée prochainement. Divers objectifs du programme ont été soulignés, dont les suivants: coordination à l'échelle nationale, amélioration des mesures socioéconomiques, exploitation des résultats de l'action antimines et renforcement des activités d'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines et d'assistance aux victimes. Il a été indiqué que le Cambodge avait accueilli du 26 au 28 mars 2003 à Phnom Penh un *séminaire régional sur l'établissement d'un avenir de coopération pour l'action antimines au Cambodge*.

IV. Assistance et coopération

12. Les Coprésidents ont ménagé aux États parties intéressés la possibilité de faire le point sur les activités d'assistance et de coopération. Plusieurs États parties ont mis l'occasion à profit: Allemagne, Belgique, France, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni. En outre, les organisations ci-après ont contribué au débat: Centre international de déminage de Genève, Handicap international Belgique (HIB), Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, Centre d'information sur l'action antimines de l'Université James Madison, JASMAR, LandMine Action UK, Institut de recherche pour la paix dans le monde à Oslo, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Sudan Landmine Information and Response Initiative (SLIRI), Sudan Integrated Mine Action Service (SIMAS) et système des Nations Unies.

13. En ce qui concerne les efforts faits par l'ONU dans le domaine de l'action antimines, il a été indiqué que l'ONU continuait à aider 35 pays touchés et avait dirigé la mise en œuvre d'un plan d'intervention rapide antimines en Iraq. On a souligné l'importance de l'intégration de l'action antimines et de la coopération interinstitutions et la nécessité, à des fins humanitaires et de désarmement, d'une combinaison de mesures touchant la sensibilisation aux risques présentés par les mines et la réalisation d'enquêtes et d'activités de surveillance. L'accent a été mis sur les contributions de divers éléments du système des Nations Unies à la réalisation des objectifs de la Convention, notamment sur les efforts faits par le Service d'action antimines, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNICEF. Parmi les tâches à réaliser à l'avenir, on a recensé notamment la mobilisation des ressources, l'intégration de l'action antimines dans les programmes de développement, le renforcement des centres nationaux d'action antimines, la planification stratégique à long terme et les interventions d'urgence.

Coopération et assistance entre États parties touchés

14. Avec l'aide du PNUD, on a appelé l'attention sur le thème de la coopération et de l'assistance entre États parties touchés. Il a été indiqué que le Programme d'échanges en matière de lutte antimines établissait des liens entre personnes expérimentées et pays ayant des besoins en la matière. À ce jour, des personnes venues d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan, de Croatie et du Mozambique ont participé au Programme et des échanges sont prévus en 2003 en Albanie, au Cambodge, en Somalie et au Yémen. Le PNUD a souligné que, face à l'accroissement des besoins d'échanges horizontaux entre pays en développement (coopération Sud-Sud), l'ONU avait placé la promotion de la coopération entre pays touchés au premier rang de ses priorités, ainsi qu'en témoignait sa Stratégie quinquennale pour la lutte contre les mines. Ont également participé au débat sur ce thème la Norvège, le Soudan et le Yémen.

V. Grandes questions relatives à la mise en œuvre**A. Inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines**

15. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a mis l'accent sur le nombre croissant de nouveaux programmes qui avaient été élaborés dans ce domaine et dont la qualité avait été fortement améliorée grâce à des estimations des besoins, à des évaluations externes et à la création de normes internationales. Cependant, on a noté qu'il était urgent d'intensifier les activités dans ce domaine. On a aussi mis l'accent sur le fait qu'il importait de tenir compte des besoins en la matière pour présenter des rapports conformément à l'article 7 et sur la nécessité de rendre compte de la planification.

B. Techniques de lutte antimines

16. Un aperçu général des faits nouveaux intervenus dans le domaine des techniques de lutte antimines a été présenté par la Belgique. Il a été indiqué que le Programme international d'essai et d'évaluation, créé pour remédier au manque de coordination et de coopération à l'échelle internationale, de normes internationales et de dialogue, avait élaboré un plan de travail pour les essais et évaluations. Il a également été rendu compte des résultats de réunions de réflexion sur les techniques de lutte antimines, tenues les 4 février et 13 mai 2003 (voir l'annexe II au présent rapport). L'Afrique du Sud, la Suède et la Thaïlande ont aussi contribué aux travaux du Comité permanent sur les techniques de lutte antimines.

C. Normes internationales de l'action antimines

17. Il a été indiqué que le Comité d'examen des normes internationales de l'action antimines s'était réuni en janvier pour étudier comment ces normes avaient été adaptées aux normes nationales. Il a été souligné que 27 normes au total avaient été adoptées et que cinq nouvelles étaient en cours d'élaboration.

D. Système de gestion de l'information pour l'action antimines

18. Il a été noté que l'application de la version 3 du Système de gestion de l'information pour l'action antimines avait commencé cette année et que des améliorations et des traductions étaient en cours. Il a été souligné que ce Système pouvait être un outil efficace pour faciliter

l'établissement des rapports au titre de l'article 7 ainsi que l'adoption de décisions de financement par les pays donateurs.

E. «Démineurs de village»

19. HIB a mis l'accent sur la question des démineurs de village dans les populations exposées aux risques au Cambodge, en s'appuyant sur l'ouvrage de Ruth Bottomley. On a souligné la nécessité d'orienter les actions d'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines de manière à cibler les populations les plus exposées, en partie en utilisant essentiellement des démineurs de village. Il a été indiqué qu'un certain nombre d'initiatives, axées sur un renforcement de la participation des communautés, avaient été élaborées à cette fin.

F. Consolidation de la paix

20. La relation entre l'action antimines et la consolidation de la paix a été décrite par l'Institut de recherche pour la paix dans le monde. Il a été noté que, dans les politiques des donateurs, l'action antimines était considérée essentiellement comme une question de sécurité et qu'il n'était fait que marginalement référence à la consolidation de la paix. Des exemples ont été donnés sur la possibilité de contribution plus active de l'action antimines dans les trois phases du renforcement de la paix: réconciliation, renforcement de la confiance et règlement des conflits. Des inconvénients potentiels ont été décrits, notamment l'accroissement des risques et une réduction du ciblage et de la vitesse de déminage. La nécessité de renforcer la sensibilité aux conflits et d'évaluer régulièrement les effets des conflits a été soulignée.

VI. Évaluation des besoins non satisfaits

21. Dans ses travaux de 2002-2003, le Comité permanent a, comme il convenait de le faire, mis l'accent sur les problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance à la quarantaine d'États parties touchés par le problème des mines qui doivent s'acquitter d'une importante obligation au titre de l'article 5. Cependant, dans le cadre du dernier programme de travail intersessions avant la Conférence d'examen, il sera essentiel que tous les États parties concernés rendent compte de leurs «4 P» et utilisent au mieux le Comité permanent pour faire ressortir à la fois les progrès enregistrés et les problèmes non réglés. Pour leur part, les États parties en mesure de le faire et les autres acteurs pertinents devraient agir d'urgence pour aider les États parties touchés à surmonter leurs difficultés. Dans ce contexte, les Coprésidents proposent que les acteurs pertinents examinent les recommandations ci-après:

- 21.1 Les Coprésidents recommandent aux États parties touchés qui ne l'ont pas encore fait d'élaborer et communiquer un plan détaillé d'application de l'article 5 en tenant compte du délai de 10 ans fixé dans ledit article pour l'enlèvement des mines.
- 21.2 Les Coprésidents recommandent aux États parties touchés de tirer parti des réunions du Comité permanent en 2003-2004 pour faire le point sur leurs problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance en utilisant le cadre suggéré élaboré pour les aider à préparer leurs exposés (voir l'annexe I au présent rapport).

- 21.3 Les Coprésidents recommandent aux États parties «en mesure de le faire» de continuer à tirer parti du Comité permanent en 2003-2004 pour échanger des informations sur les engagements qu'ils ont pris de veiller à ce que des ressources soient données pour aider les États qui ont besoin d'une assistance.
- 21.4 Les Coprésidents recommandent aux États parties d'utiliser diverses approches régionales pour déblayer les zones minées et inculquer les comportements à avoir face aux risques présentés par les mines afin de réaliser les objectifs de la Convention.
- 21.5 Les Coprésidents recommandent que des experts dialoguent en permanence sur les techniques de lutte contre les mines en tenant compte de la nécessité de superviser la mise en œuvre des recommandations formulées par le groupe d'experts en 2002-2003.

Annexe I

Cadre suggéré pour préparer des mises à jour à présenter à des réunions du Comité permanent sur le déminage, l'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines et les techniques de l'action antimines

1. Le cadre ci-après a été mis au point pour aider les États parties touchés à préparer des communications écrites ou orales (huit minutes au maximum) sur les problèmes qu'ils rencontrent et les efforts qu'ils font pour les surmonter. En plus de la présentation de communications conformément à ce cadre, les États parties souhaiteront peut-être faire distribuer des documents plus volumineux tels que des plans d'action nationaux de lutte contre les mines.

I. Problèmes liés aux zones minées et conséquences de ces zones sur le plan humanitaire

- I.1 En termes concrets, que connaît-on et qu'ignore-t-on quant à la mesure dans laquelle des zones sont minées et aux effets de ces zones? Quelles sont les zones touchées? Dans quelle mesure les communautés et les populations sont-elles affectées par les zones minées? Combien y a-t-il eu de victimes des mines terrestres au cours des dernières années?
- I.2 Parmi les zones touchées, quelles sont celles où l'on considère que les effets sont élevés, moyens ou faibles? Quelle méthode a-t-on utilisé pour déterminer les priorités?
- I.3 Si l'on ne sait que très peu de choses sur les effets des zones minées, quelles mesures prend-on ou envisage-t-on de prendre pour obtenir les informations nécessaires?

II. Plans pour traiter le problème des zones minées

- II.1 Un plan d'action national antimines a-t-il été établi? Quels sont les objectifs de ce plan et comment sont-ils liés à l'obligation, au titre de la Convention, de déblayer les zones minées dans un délai de 10 ans?
- II.2 Dans quelle mesure l'action antimines a-t-elle été intégrée dans les stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté? Quelle est la suite donnée aux demandes de déminage formulées par les communautés touchées par le problème des mines?
- II.3 À quelles fins est-il prévu d'utiliser les terres qui avaient été minées une fois qu'elles ont été nettoyées?
- II.4 Dans quelle mesure les ressources nationales ont-elles été utilisées pour traiter le problème des zones minées?
- II.5 Des structures organisationnelles ont-elles été établies pour appuyer l'action antimines? Quels sont les organisations et moyens utilisés et pour quelles activités?

Combien de personnes participent aux activités telles que le déminage, l'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines et la coordination? Quels sont les autres moyens de base disponibles (chiens détecteurs de mines, dispositifs mécaniques, etc.)?

III. Progrès réalisés dans l'exécution des obligations au titre de l'article 5

- III.1 Dans le cas où un plan d'action national antimines a été mis au point, prévoit-il comment les progrès réalisés dans son exécution seront mesurés?
- III.2 Sur une base annuelle, quelle a été la surface déminée et de combien ont été réduites les surfaces minées (en m²)? Combien et quels types de mines terrestres et de munitions non explosées ont été enlevées?
- III.3 Dans quelle mesure les populations et les communautés ont-elles bénéficié directement ou indirectement de la diminution des zones suspectes et du déminage? Dans quelle mesure les progrès dans l'action antimines ont-ils débouché sur des progrès dans l'exécution des stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté?
- III.4 Combien de personnes (avec ventilation par âge et par sexe) ont-elles bénéficié des activités d'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines? Dans quelle mesure, le nombre de victimes a-t-il baissé?

IV. Priorités en matière d'assistance pour l'exécution des plans nationaux

- IV.1 Quelles sont les priorités en matière d'assistance extérieure pour exécuter les plans nationaux d'action antimines ou obtenir les informations nécessaires concernant les effets des zones minées?

Annexe II

Techniques de lutte antimines: Analyse des problèmes et recommandations adressées aux donateurs, aux utilisateurs finals et aux spécialistes des technologies

Généralités

1. La présente annexe au rapport final du Comité permanent est le résultat de deux débats d'experts sur les techniques de lutte antimines qui ont eu lieu au Centre international de déminage humanitaire à Genève en marge des réunions du Comité permanent tenues en février et mai 2003. Ces débats ont été organisés et présidés par Marc Acheroy (École royale militaire de Belgique). Y ont également participé A. Antanasiotis (Commission européenne), D. Barlow (James Madison University), S. Brigot (Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres), B. Briot (Ministre belge de la défense), J. Dirscherl (Centre international de déminage humanitaire à Genève), R. Gasser (Commission européenne), D. Lewis (Programme international d'essai et d'évaluation), A. McAslan (Cransfield University), A. Sieber (Centre commun de recherche de la Commission européenne), S. Sekkenes (Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres), R. Suart (Centre canadien des technologies de déminage) et C. Weickert (Centre canadien des technologies de déminage).

Introduction

2. En 1997, lors du Forum d'action antimines qui a accompagné la cérémonie de signature de la Convention à Ottawa, des préoccupations ont été exprimées quant au manque de coordination et de coopération à l'échelle internationale en matière de techniques de déminage. Il a été noté qu'il n'y avait pas de normes universelles concernant ces techniques, pas de convergence de vues sur la manière dont les ressources devraient être affectées et pas de dialogue et de compréhension adéquats entre les milieux de la recherche-développement et à l'intérieur de ces milieux. Il convient de reconnaître que des mesures supplémentaires restent nécessaires, mais des efforts importants ont été faits depuis 1997 dans nombre de ces domaines. Des succès sont à noter en ce qui concerne:

- 2.1 La fabrication de détecteurs associant les fonctions de détection des métaux et les fonctions de géoradar;
- 2.2 La mise au point et l'emploi de dispositifs mécaniques;
- 2.3 La mise au point d'applications fondées sur les technologies de l'information (Système de gestion de l'information pour l'action antimines par exemple);
- 2.4 La fabrication d'équipements individuels de protection et de pieds de prothèse;
- 2.5 Le dressage de rongeurs pour détecter les mines terrestres;
- 2.6 Le caractère adéquat et le coût des équipements individuels de protection.

3. Le Programme international d'essai et d'évaluation a permis d'effectuer de nombreux travaux d'essai et d'évaluation d'équipements, de systèmes et de méthodes en fonction de normes convenues, notamment l'Accord d'atelier du CEN (Comité européen de normalisation) CWA 14747:2003, intitulé «Humanitarian Mine Action – Test and Evaluation – Metal Detectors» et publié par le CEN en juillet 2003. Cependant, de nouveaux efforts doivent être faits, en particulier pour générer et accroître la coordination et la coopération entre les utilisateurs, les donateurs et les spécialistes des technologies afin de concevoir et mettre en service des équipements et outils fondés sur les besoins réels et non sur des besoins supposés.

Techniques de lutte antimines: un problème très difficile

4. Plusieurs facteurs ralentissent la réalisation de progrès réels dans la mise au point de nouvelles techniques et leur utilisation sur le terrain. Le plus important d'entre eux est lié au fait que les solutions ne sont pas simples et qu'il n'existe pas de remède miracle. On peut affirmer qu'il est aussi difficile de trouver toutes les mines sur le terrain sans fausses alertes que d'envoyer une personne sur la Lune, mais que les moyens financiers disponibles sont nettement plus faibles dans le premier cas que dans le deuxième. Parmi les problèmes importants figurent les suivants:

- 4.1 Lorsqu'il n'existe pas de filière pour acquérir des techniques, il est très difficile de mettre en œuvre de nouvelles techniques. Par conséquent, des concepteurs peuvent se retrouver dans une impasse lorsque les travaux de recherche-développement, le prototypage, les essais et les opérations d'évaluation/validation (le cas échéant) sont achevés!
- 4.2 Les solutions ne sont pas universelles, mais souvent propres à un pays ou une région (selon le type de sol, le climat, la végétation, l'environnement socioculturel, etc.). Une approche systémique doit être utilisée.
- 4.3 Les techniques de lutte antimines sont diverses (à titre d'exemple, le Programme intégré d'essai et d'évaluation reconnaît six catégories différentes: enquête, détection, assistance mécanique, outils à main, protection individuelle et neutralisation).
- 4.4 Il est difficile à la fois de définir les besoins en matière de techniques et de répondre à ces besoins.
- 4.5 Certains progrès importants n'ont pas été correctement reconnus (par exemple les améliorations très importantes des détecteurs de métaux, des équipements individuels de protection et des outils de soutien informatique).
- 4.6 Il est maintenant clair que le marché des équipements de lutte antimines n'est pas assez large pour rendre à lui seul abordables les coûts de commercialisation.
- 4.7 Les donateurs comme les organisations de déminage sont prudents par nature, tout particulièrement en ce qui concerne la sécurité.

- 4.8 Les donateurs répugnent à insister sur l'emploi de techniques nouvelles et plus efficaces et, souvent, les démineurs ne changent pas des méthodes de déminage qui fonctionnent (même si elles ne sont pas efficaces) tant que les donateurs acceptent le statu quo.
- 4.9 Certains des problèmes des nouvelles techniques de déminage ne sont pas d'ordre technique (cas par exemple des informaticiens des bureaux extérieurs qui s'en vont dès qu'ils ont reçu leur formation).

Recommandations adressées aux donateurs

5. Les donateurs ont manifestement un rôle essentiel à jouer, tout particulièrement en facilitant l'introduction sur le terrain de nouvelles techniques qui offrent des perspectives d'économie à long terme (en appuyant par exemple l'introduction de nouvelles technologies sous réserve qu'elles accélèrent les opérations, sauvent des vies humaines et permettent d'économiser les ressources financières). Les donateurs sont invités à examiner les recommandations spécifiques ci-après:

- 5.1 Les donateurs devraient investir maintenant dans les nouvelles techniques afin d'obtenir ultérieurement des gains de productivité (et d'économiser ainsi des ressources financières).
- 5.2 Les donateurs devraient insister pour que les organisations de déminage améliorent régulièrement leur efficacité.
- 5.3 Les donateurs devraient insister pour que les contrats de déminage prévoient, si cela est approprié, la participation des organisations de déminage à l'essai de nouvelles techniques (avec remboursement des coûts par les donateurs).
- 5.4 Afin de régler le problème de l'absence de marché suffisamment vaste pour les équipements de déminage humanitaire, les donateurs devraient envisager le recours à des techniques à double usage, y compris en tirant parti des techniques militaires et en améliorant progressivement les outils existants.
- 5.5 Les donateurs devraient comprendre que les vendeurs les plus appropriés sont les fabricants existants (par exemple les fabricants de détecteurs de métaux).
- 5.6 Les donateurs devraient inclure des modules de financement des techniques: un module formation du personnel établi en fonction de l'environnement social et culturel et un module de formation à long terme pour la maintenance et la réparation des équipements.
- 5.7 Les donateurs doivent comprendre que l'accélération du déminage et le renforcement de son efficacité peuvent susciter la crainte du chômage parmi les démineurs locaux, lesquels peuvent donc rejeter les nouvelles techniques. L'appui à l'amélioration des techniques de déminage doit donc être complété par une assistance à la réintégration des démineurs locaux dans l'économie locale de production lorsque le déminage est achevé.

- 5.8 Les donateurs devraient s'efforcer de comprendre les besoins réels des utilisateurs, notamment en intensifiant les contacts entre donateurs et spécialistes des technologies. Ils devraient admettre qu'il faut une bonne adéquation entre les techniques et les besoins effectifs et que le financement de la lutte antimines ne devrait pas être simplement un moyen de vendre des produits du pays donateur.

Recommandations adressées aux utilisateurs finals

- 5.9 Les organisations de déminage et les centres de lutte antimines devraient déterminer quelles sont les techniques qui conviennent le mieux en fonction des conditions géographiques, sociales et culturelles et des mines ou munitions non explosées présentes afin de remédier aux goulots d'étranglement, en laissant de côté d'autres zones où il n'y a pas de problèmes.
- 5.10 Les utilisateurs finals devraient tirer parti des possibilités que leur donnent les membres du Programme international d'essai et d'évaluation de poser des questions spécifiques sur l'efficacité des techniques et de recevoir des informations sur les outils éprouvés.
- 5.11 Les utilisateurs finals devraient aider les spécialistes des technologies à comprendre les besoins réels des démineurs (par exemple en invitant les spécialistes à se rendre sur le terrain pour comprendre dans quel cadre travaillent les démineurs).

Recommandations adressées aux spécialistes des technologies

- 5.12 Les spécialistes des technologies devraient se rendre sur le terrain pour bien comprendre les véritables besoins des utilisateurs finals.
- 5.13 Les spécialistes des technologies devraient comprendre que les utilisateurs sur le terrain n'accepteront des techniques perfectionnées que si elles sont simples à utiliser et d'un prix abordable.
- 5.14 Le Programme international d'essai et d'évaluation devrait accueillir favorablement les questions des utilisateurs finals et jouer un rôle essentiel en fournissant sur les outils éprouvés des informations indiquant notamment où, quand et pourquoi ils présentent un intérêt.
- 5.15 Les spécialistes des technologies devraient mieux prendre conscience du fait que, à côté des techniques de détection, les techniques relatives à la réduction des zones, la planification stratégique, la gestion des programmes et d'autres domaines clefs de la lutte antimines sont également importants.

Conclusions

6. La Convention dispose que «chaque État partie s'engage à faciliter un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques concernant l'application de la (présente) Convention et a le droit de participer à un tel échange». Ceci implique qu'un tel échange est important pour aider les États parties à s'acquitter de leurs

obligations. Le fait d'inviter instamment tous les acteurs à appliquer les recommandations figurant dans le présent document va dans le sens de cette disposition de la Convention. Les donateurs doivent comprendre que les spécialistes des technologies ont besoin de leur appui pour établir un processus rationnel d'acquisition de nouvelles techniques en vue de leur utilisation sur le terrain et pour améliorer ainsi le rapport coût-efficacité de la lutte antimines. Les utilisateurs finals quant à eux doivent agir vigoureusement, être compréhensifs et avoir l'esprit ouvert face au processus d'introduction de nouvelles techniques sur le terrain et utiliser les outils existants. Ils doivent comprendre que les nouvelles techniques peuvent sauver des vies humaines et accroître l'efficacité de la lutte antimines. Enfin, les spécialistes des technologies doivent reconnaître que rien n'est plus important qu'une bonne compréhension des conditions de travail.

Exemples de progrès techniques

- **6.1 Détecteurs de métaux:** Au cours des dernières années, les fabricants et les scientifiques ont considérablement renforcé les capacités des détecteurs actuels de métaux (sensibilité et résolution très nettement renforcées, fonctionnement nettement amélioré dans les sols magnétiques, etc.). Les détecteurs de métaux ne conviennent pas pour tous les sols. Certaines caractéristiques des sols peuvent rendre leur utilisation dangereuse ou impossible. Afin de régler ce problème de sécurité, une analyse des caractéristiques des sols doit être réalisée dans le cadre du Programme international d'essai et d'évaluation.
- **6.2 Détecteurs de mines, portables et à double capteur** (détecteur de métaux + géoradar): En 2002, des détecteurs de mines ont été essayés avec succès en Bosnie et au Liban. En 2003, des essais opérationnels seront effectués sur 24 détecteurs de mines dans quatre pays touchés par le problème des mines. On en tirera des leçons et des améliorations seront apportées le cas échéant. Ceci permettra notamment d'améliorer la détection et de réduire le taux de fausses alertes.
- **6.3 Technologies de l'information:** Le Système de gestion de l'information pour l'action antimines continue d'évoluer. Il comprend maintenant des moyens standard de communication d'informations (obligation de présenter des rapports au titre de l'article 7 par exemple) et permet d'échanger des informations avec les systèmes d'information géographique (SIG) et, partant, d'employer des cartes et des images satellite numérisées. Des images satellite accompagnées de calques informatifs appropriés peuvent servir de cartes. Des outils de gestion ont été créés ou sont en cours de mise au point (par exemple pour faciliter la planification des campagnes de déminage, l'analyse des coûts-avantages concernant l'introduction d'équipements spécifiques, l'élaboration d'une stratégie de déminage au niveau national ou régional, etc.).
- **6.4 Équipements individuels de protection:** Une méthode d'essai a été mise au point sur la base d'une analyse approfondie de la physique des dommages mécaniques causés par les explosions de mines (Centre canadien des technologies de déminage – États-Unis) et des normes relatives à de tels équipements seront élaborées dans le cadre du Programme international d'essai et d'évaluation.

- 6.5 **Pieds de prothèse** (Centre canadien des technologies de déminage): Ces pieds de prothèse assurent un plus grand confort à ceux qui en sont équipés (accumulation et restitution de l'énergie), ont une durée de vie beaucoup plus longue, n'entraînent que de faibles coûts de maintenance et ont de meilleures caractéristiques esthétiques.
- 6.6 **Rongeurs dressés** (APOPO): En 2002, des rats ont été essayés avec succès en Tanzanie et se sont avérés fiables. En 2003, des essais opérationnels sont prévus dans six pays touchés par le problème des mines.
- 6.7 **Programme international d'essai et d'évaluation**: Il s'agit d'un programme qui favorise la collaboration entre les pays participants pour éviter les doubles emplois et qui a été conçu pour les essais et l'évaluation de toutes les formes d'équipements, de systèmes et de méthodes pouvant servir au déminage humanitaire. Il peut être dangereux de se fier aux notices distribuées par les fabricants pour choisir les équipements et évaluer leurs performances effectives. Il est donc très important d'effectuer des essais et des évaluations en fonction de normes convenues sur le plan de la sécurité et de l'efficacité opérationnelle. Par conséquent, les deux principales activités du Programme sont les opérations d'essai et d'évaluation et la mise au point de normes (processus permanent). Des normes convenues applicables aux essais de détecteurs de métaux ont été publiées au début de juillet 2003. Le processus d'élaboration de normes applicables aux géoradars a commencé en 2002. Le Programme a aussi établi un plan de travail pour les activités d'essai et d'évaluation qui comprend six programmes techniques: enquête, détection, assistance mécanique, outils manuels, protection individuelle et neutralisation.
